



Concertation des Collectifs des Associations
Féminines de la Région des Grands-Lacs

COCAFEM / GL

**QUATRIEME CONFÉRENCE RÉGIONALE SUR LES ENJEUX RELATIFS À LA MISE EN ŒUVRE
DE LA DÉCLARATION DE KAMPALA SUR LES VSBG ET DE LA RÉOLUTION 1325 DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES**

Tenue à Goma, R.D Congo, du 22 au 23 février 2017



Communiqué final



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada



Nous, Délégués des Ministères Sectoriels du Burundi, de la R.D Congo, du Rwanda et de l'Ouganda, de la Commission de l'Union Africaine (le Bureau de l'Envoyée Spéciale Femme, Paix et Sécurité et le Bureau de liaison de l'Union Africaine pour la Région des Grands Lacs), la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, CIRGL (Secrétariat Exécutif, Centre régional de formation sur les VSBG and Forum Régional des Femmes), des Agences et Mission des Nations Unies (PNUD, ONU FEMMES, MONUSCO), des organisations internationales (CECI, CARE International, Plan International, Coopération Suisse) et des Organisations de la société civile du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, de la République Centrafricaine, de la R.D Congo, du Rwanda, du Sud-Soudan et de la Tanzanie; participants à la quatrième Conférence Régionale sur *les enjeux relatifs à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies*, tenue à l'hôtel IHUSI à Goma, Province du Nord Kivu, en République Démocratique du Congo, du 22 au 23 février 2017 ;

Nous joignant aux efforts menés par la Concertation des Collectifs des Associations Féminines de la région des Grands Lacs, COCAFEM/GL en sigle, qui est un réseau régional œuvrant au Burundi, en R.D Congo et au Rwanda depuis 2000 et dont la mission est de contribuer à la promotion de la culture de la paix, la tolérance, la non-violence, l'égalité entre hommes et femmes, la bonne gouvernance et le respect des droits humains, particulièrement ceux des femmes et des enfants ;

Par rapport à sa mission, la COCAFEM/GL est préoccupée par l'effectivité de la domestication et de la mise en œuvre des accords et instruments régionaux et internationaux en particulier la Déclaration de Kampala des chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres de la CIRGL sur les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG) et la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les Femmes, Paix et Sécurité ;

Nous référant aux conclusions de la 3^{ème} Conférence Régionale de la COCAFEM/GL tenue du 10 au 11 mars 2016 à Kinshasa, en R.D Congo sur: *«la problématique de la domestication et de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies»* qui a abouti à une feuille de route en vue d'un suivi de la mise en œuvre des instruments régional et international susmentionnés ;

Rappelant la réunion du comité de suivi, tenue les 17 et 18 novembre 2016 à Bukavu, en R.D Congo pour évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route régionale de la 3^{ème} Conférence Régionale ayant identifié 7 thèmes débattus lors de la 4^{ème} Conférence Régionale ;

Notant que la présente conférence s'inscrit dans la continuité logique de la 3^{ème} Conférence Régionale ;

Réaffirmant le contenu du Plan décennal de mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine (2015), la Déclaration des Chefs d'Etat et de Gouvernement de SANDTON sur « 2015, Année de l'autonomisation des femmes et du développement en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique », les Objectifs de Développement Durable ou ODD (2015), la Charte des Nations Unies (1945), la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948), la Convention sur l'Elimination de toutes Formes de Discrimination à l'égard de la Femme (1979), la Déclaration de Beijing +20 et le Plan d'action, les Résolutions 1325 (2000) et 1612 (2005) du Conseil de Sécurité des Nations Unies et les autres résolutions pertinentes sur la question, le protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux Droits des Femmes en Afrique dit Protocole de Maputo(2003), la Déclaration solennelle sur l'égalité entre

les hommes et les femmes en Afrique (2004), les principes d'éthique et de sécurité recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour la recherche, la documentation et le suivi des violences sexuelles dans les situations d'urgence, le Pacte sur la Sécurité, la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs ainsi que le Protocole sur la Prévention et la Répression de la Violence Sexuelle Contre les Femmes et les Enfants de la CIRGL (2006), la décennie africaine des femmes (2010-2020), la Déclaration de Kampala des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CIRGL sur les VSBG (2011) ainsi que d'autres politiques et cadres de travail sur le genre;

Conscients de l'ampleur des violences faites aux femmes sous toutes leurs formes dans la Région des Grands Lacs et leurs conséquences néfastes sur les femmes, les enfants et la communauté en général;

Reconnaissant les efforts fournis par les Gouvernements respectifs de la Région des Grands Lacs en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et dans la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et la Résolution 1325, bien que des défis à relever restent énormes ;

Considérant qu'il existe encore des lois discriminatoires à l'égard de la femme ;

Conscients de la faible représentativité des femmes dans les organes étatiques et non étatiques de prise de décision, à tous les niveaux particulièrement dans les processus de paix ainsi que dans les partis politiques ;

Considérant le faible niveau d'autonomisation économique des femmes et des jeunes filles ;

Conscients de l'absence des bases de données nationales et régionale sur les compétences des femmes en matière de gouvernance politique, prévention, gestion et résolution des conflits, médiation et processus de paix ;

Constatant l'absence d'un cadre de concertation permanente entre les femmes politiques, entrepreneures et celles de la société civile pour fédérer leurs efforts en vue d'établir des mécanismes susceptibles de promouvoir leur implication dans les processus régionaux et internationaux de paix;

Considérant la non généralisation d'un mécanisme d'alerte préventif en vue de faciliter le rapportage et le système de documentation des cas de VSBG;

Considérant l'absence des Plans d'Action Nationaux de mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG ayant des indicateurs d'étapes et un échéancier pour faciliter le suivi du processus de domestication;

Conscients de la persistance des pesanteurs culturelles sur le genre;

Vu les difficultés liées à l'administration de la preuve en matière des VSBG dues aux limites en capacités des prestataires des services ;

Vu l'absence d'une éducation populaire sur la protection des preuves ;

Considérant le non respect par certains pays de la région des tarifs légaux relatifs aux frais de justice;

Constatant la non mise en application de la décision relative à l'accélération du versement des contributions au fonds spécial de la CIRGL pour la reconstruction et le développement afin d'offrir une assistance aux victimes des VSBG;

Conscients que les violences faites aux femmes constituent un problème de société et qu'il ne peut se résoudre qu'avec un engagement accru des Etats et des Gouvernements de la région;

Déterminés à contribuer aux efforts visant la pacification et la lutte contre la pauvreté dans les pays de la région, à encourager nos gouvernements respectifs et les partenaires techniques et financiers ainsi que les organisations de la société civile à participer à l'éradication de toutes les formes de VSBG et l'adoption et la mise en œuvre de mesures appropriées pour le renforcement des capacités des femmes et des filles;

Convaincus que le combat contre les VSBG nécessite un travail en synergie entre les gouvernements, les organisations de la société civile, les hommes, les femmes, les garçons et les filles de la région des Grands Lacs;

RECOMMANDONS CE QUI SUIT :

I. Par rapport à la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies

- 1) *Aux Etats membres de la CIRGL et aux autres organisations interétatiques de la région de mettre en place des mécanismes visant à promouvoir la participation des femmes dans la gouvernance politique, la prévention, la gestion et la résolution des conflits ; aux processus de médiation et de paix ;*
- 2) *Aux structures non étatiques de la société civile nationales et régionales de mettre en place un cadre de concertation permanent entre les femmes politiques, entrepreneures et celles de la société civile pour fédérer leurs efforts en vue d'établir des mécanismes susceptibles de promouvoir leur implication dans les processus régionaux et internationaux de prévention, gestion et résolution des conflits, de médiation, négociation et de paix;*
- 3) *Aux partis politiques d'intégrer le genre dans leurs documents de politique et de positionner les femmes dans les postes de prise de décision au sein desdits partis.*

II. Par rapport à la Déclaration de Kampala sur les VSBG

A. Dans le domaine de la Prévention des VSBG

- 4) *A tous les acteurs concernés par la thématique VSBG, de poursuivre leurs efforts de sensibilisation pour le changement de comportement afin d'éradiquer les attitudes et pratiques culturelles négatives qui sont l'une des causes majeures des VSBG;*
- 5) *Aux Etats membres de la CIRGL de :*
 - ✓ *intégrer dans les curricula d'éducation à tous les niveaux, les dimensions genre, masculinité positive et/ou constructive et lutte contre les VSBG;*

- ✓ intégrer le genre et les VSBG dans la planification tant au niveau central qu'au niveau décentralisé et leur allouer un budget conséquent comme une thématique indépendante.

6) *Aux Etats membres de la CIRGL et aux Partenaires techniques et financiers*, d'appuyer les organisations de la société civile dans la vulgarisation des instruments juridiques relatifs à la lutte contre les VSBG.

B. Dans le domaine de la lutte contre l'impunité

7) *A la République Démocratique du Congo* de lancer le plus rapidement possible la campagne « Tolérance Zéro » contre les VSBG attendue depuis 2012 ;

8) *Aux Etats membres de la CIRGL de :*

- ✓ renforcer dans les meilleurs délais les capacités des prestataires de services dans les domaines judiciaire, médical, psychosocial et réintégration communautaire;
- ✓ accélérer la mise en place des laboratoires médico-légaux bien équipés et de faciliter en particulier le test ADN, en vue des preuves scientifiques irréfutables en cas de VSBG.

C. Dans le domaine de l'assistance aux victimes/rescapés des VSBG

9) *Aux Etats membres de la CIRGL de :*

- ✓ prendre toutes les mesures nécessaires pour rendre effective la résolution 11 de la Déclaration de Kampala sur les VSBG portant sur la gratuité des services offerts aux victimes des VSBG (médicaux, psychosociaux, médico-légaux d'assistance juridique et judiciaire complets) ;
- ✓ honorer leurs engagements en alimentant effectivement le fonds spécial de reconstruction et de développement de la CIRGL afin de faciliter l'accès des femmes à faibles revenus aux crédits ainsi qu'aux victimes/rescapés des VSBG d'accéder à une compensation adéquate ;

10) *Aux partenaires techniques et financiers* d'apporter leur appui technique et financier aux Etats membres de la CIRGL en vue d'une assistance holistique aux victimes/rescapés des VSBG.

III. Dispositions finales

Autres recommandations

11) *Au Secrétariat Exécutif de la CIRGL et la COCAFEM/GL* d'organiser une réunion de haut niveau avec les Ministres ayant en charge les questions Genre et Justice pour évaluer l'effectivité de la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG, six ans après son adoption ;

12) *Au Secrétariat Exécutif de la CIRGL* d'organiser une mission de plaidoyer et de solidarité envers les femmes et aux enfants au Soudan du Sud ;

13) *A la COCAFEM/GL*

- ✓ d'organiser, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, une rencontre régionale de partage d'information et de dissémination des conclusions/résultats (outcomes) de la 4^{ème} Conférence Régionale regroupant les représentants des gouvernements, des organisations intergouvernementales régionales et continentales, des organisations internationales et celles de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers ;
- ✓ de produire, en partenariat avec le bureau de liaison Plan International à l'Union Africaine et d'autres partenaires, un document (hab) d'informations pouvant servir pour le partage d'expériences, des leçons apprises, de bonnes pratiques et des histoires à succès sur la thématique des VSBG à travers les différents pays de la région;
- ✓ d'organiser en collaboration avec *le Secrétariat Exécutif de la CIRGL avec l'appui des partenaires techniques et financiers* une rencontre régionale d'apprentissage et de partage d'expérience sur l'accès à la justice des victimes des VSBG dans les contextes judiciaires respectifs avec les professionnels de la justice.

14) *Aux partenaires techniques et financiers* d'appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre du Plan d'Action Régional du Forum Régional des Femmes de la CIRGL et ceux d'autres organisations régionales des femmes ainsi que la collaboration et le travail en synergie au niveau national et régional ;

15) *A la CIRGL et à l'Union Africaine* de renforcer le pool des femmes médiatrices et leur positionnement aux processus de médiation ;

Remerciements

Les participants remercient la COCAFEM/GL pour l'organisation de cette quatrième Conférence Régionale ; le Gouvernement du Canada à travers son Ministère des Affaires Mondiales, CECI et CARE International au Burundi, R.D Congo, Rwanda et Région pour leur appui technique et leur contribution financière, ainsi que le Gouvernement de la R.D Congo à travers son Ministère national du Genre, Enfant et Famille et le Gouvernement de la Province du Nord Kivu pour leur hospitalité.

Adopté à Goma, République Démocratique du Congo, le 23 février 2017

Les participants à la 4^{ème} Conférence Régionale sur les enjeux relatifs à la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala sur les VSBG et de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

ANNEXE : LISTE DE PARTICIPANTS A LA 4^{ème} CONFERENCE REGIONALE SUR LES ENJEUX RELATIFS A LA MISE EN ŒUVRE DE LA DECLARATION DE KAMPALA SUR LES VSBG ET DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES TENUE DU 22 AU 23 FEVRIER 2017 A GOMA, R.D CONGO

N°	PRENOM ET NOM	PROVENANCE	ORGANISATION/STRUCTURE	E-MAIL /TELEPHONE
1.	Abdoulaye BALDE	R.D Congo	PNUD	+243 819092880
2.	Aggée SHYAKA MUGABE	Rwanda	Consultant	amshyaka@gmail.com
3.	Alice Emilie NTAMATUNGIRO	Burundi	Ministère de la Justice	Aliceemilie2012@yahoo.fr
4.	Aline MUREKATETE	Rwanda	AJPRODHO	alineatete@gmail.com
5.	Altiné TRAORE	Burundi	Union Africaine/ Bureau de liaison Grands Lacs	TraoreA@Africa-union.org
6.	Amb. Eliane Berthe MOKODOPO	Burundi	CIRGL	ebmokodopo@gmail.com
7.	Amb. Gaspard KABURA	Burundi	Mécanisme National de Coordination/CIRGL	+257 79930256
8.	Ancilla MUJAWAMARIYA	Rwanda	COCAFEM/GL	mancillacocafem@gmail.com
9.	Angélique DUSENGE	Rwanda	PRO-FEMMES TWESE HAMWE	puderizi@gmail.com
10.	Angélique KASAERA	R.D Congo	MMF/Nord Kivu	mmfnorkivu@gmail.com
11.	Ann Marie MAVENJINA	Tanzanie	Tanzania Gender Networking Programme (TGNP)	am.nkelame@gmail.com
12.	Antoinette NAMWEZI	R.D Congo	CECI	namwezipendo@yahoo.fr
13.	Augustin BAMBEDI MUKSHI	R.D Congo	Ministère du Plan	augubambedi@yahoo.fr
14.	Béatrice UZELE	R.D Congo	UFCOD	ufcodkis@gmail.com
15.	Betty ATIENO ACHIENG	Kenya	Federation of Women Lawyers (FIDA-Kenya)	achiengbaa@gmail.com / info@fidakenya.org
16.	Bibyshe MUNDJO	R.D Congo	COFAS	arsfemme@yahoo.fr
17.	Bob MUNENE BONABO	Ouganda	Ministère des Finances	+256 773415722
18.	Bonaventure WAKANA	Canada	CECI	bonaventurew@ceci.ca
19.	Christiane UMUHIRE	Rwanda	Ministère du Genre et de la Promotion Familiale (MIGEPROF)	umuhire@mueprof.gov.rw
20.	Claude KABUTWARE	Rwanda	COCAFEM/GL	kabuclaude@yahoo.com
21.	Clément MANIRABARUSHA	Burundi	Presse	manirabarusha@gmail.com
22.	Colonel Théophilia SHAANIKA	Ethiopie	Bureau de l'Envoyée Spéciale Femmes Paix et Sécurité/CUA	shaanikat@africa-union.org
23.	Delly MAWAZO	R.D Congo	Secrétariat 4 ^{ème} Conférence	mawazosesete@gmail.com
24.	Désiré MUHIRE	Rwanda	Presse/ Newtimes	+250 783342550
25.	Emmanuella NZOYIHAYA	Burundi	RFP	nzoyihanyaemmanuella@gmail.com
26.	Ephrem ZIHALIRWA	R.D Congo	E.S.F.	Ephrem.esf@gmail.com
27.	Etienne KAMBALE	R.D Congo	Bureau de Coordination Société Civile/Nord Kivu	Etiennekambale4@gmail.com
28.	Eugénie KALUMBA	R.D Congo	AVIFEM	gerkalumba@gmail.com
29.	Faida MWANGILWA	R.D Congo	BCGP CD	faidamfr@yahoo.fr
30.	Florence MWEGE	R.D Congo	CAFED	Florasa10@yahoo.fr / floraxxx20@gmail.com
31.	Francine RUTAZANA	Rwanda	CECI	francinerut@yahoo.fr
32.	Françoise M. KABUNDI	R.D Congo	PNC	françoisemunya@yahoo.com
33.	Frédéric MUZUKA	R.D Congo	Presse / RTNC	+243 851194805
34.	Générose NZEYIMANA	Burundi	CARE International /Great Lakes	Generose.nzeyimana@care.org

N°	PRENOM ET NOM	PROVENANCE	ORGANISATION/STRUCTURE	E-MAIL /TELEPHONE
35.	Georgette BIEBIE SONGO	R.D Congo	CFPD	georgettebiebie@hotmail.fr
36.	Gisèle BATEMBO FAIDA	R.D Congo	COCAFEM/GL	giselefaida@gmail.com
37.	Inès GASHIRAHAMWE	Burundi	COCAFEM/GL	inesgash@gmail.com
38.	Jean Claude CONGERA	Burundi	COCAFEM/GL	iccongera@yahoo.fr
39.	Jean Claude KAYIGAMBA	Rwanda	CARE International	jeanclaudek.rw@care.org
40.	Jeanne BITSURE	Burundi	COCAFEM/GL	bitsurejeanne@yahoo.fr
41.	Jeanne d'Arc KANAKUZE	Rwanda	PRO-FEMMES TWESE HAMWE	jeannecap@yahoo.fr
42.	Jocelyne KWIZERA	Burundi	Centre SERUKA	kwizerajocelyne@gmail.com
43.	John ASANDA	R.D Congo	RTNC	+243 994337996
44.	John KASEREKA KIRERE	R.D Congo	Secrétariat 4 ^{ème} Conférence	johnkirere01@gmail.com
45.	Jonas KIRIKO	R.D Congo	RTCT	jonaskiriko@yahoo.fr
46.	Josée NTABAHUNGU	Burundi	CARE International	Josee.ntabahungu@care.org
47.	Joseph BAIBONGE MIRUHO	R.D Congo	Mairie de la Ville de Goma	josephbaibonge@gmail.com
48.	Joséphine MALIMIKONO	R.D Congo	CAFED	Malimukono1@gmail.com
49.	Jovithe MUKAZIYA	Rwanda	CECI	+250 788530424
50.	Julienne DIEU DONNE	Rwanda	CECI	+250 788486055
51.	Juliet WERE	Ouganda	ISIS-WICCE	wjuliet@isis.or.ug
52.	Justine NDJOKU	R.D Congo	CONAFED	+243 858107594
53.	Laura NYIRINKINDI	Ouganda	Centre Régional de Formation sur les VSBG / CIRGL	+256 70045968
54.	Léa-Pascasie NZIGAMASABO	Burundi	Parquet Général/Ministère de la Justice	nzigamasabol@yahoo.fr
55.	Linda BABINGWA	R.D Congo	CAFED	Lindababy0314@gmail.com
56.	Lydia GACHOYA	Kenya	RWF	Lydia.gachoya@gmail.com
57.	Mado KANDUKI	R.D Congo	CECI	+243 811830596
58.	Marguerite MUTUMWINKA	Rwanda	COCAFEM/GL	margotmutu@gmail.com
59.	Marie Goretti MUHITIRA	Burundi	CIRGL	mgmuhitira@gmail.com
60.	Me Marie Louise MUKASHEMA	Rwanda	LAF	malouise@legalaidrwanda.org
61.	Merveilles KAVUGHO	R.D Congo	CAFED	+243 991005575
62.	Michel KUBUYA	R.D Congo	Mairie de la Ville de Goma	memichelkub@yahoo.fr
63.	Mireille MASIKA	R.D Congo	Presse	+243 997862304
64.	Nadia Carine FORNEL POUTOU	RCA	AFJC	fornelpoutou@gmail.com
65.	Nadine NGONDO	R.D Congo	CAFED	+243 899995120
66.	NDIHOKUBWAYO Jacques	Burundi	MDPHASG	+257 77752324
67.	Nicole NYANGOLO	Burundi	COCAFEM/GL	cocafem.grandslacs@gmail.com
68.	Norbert MWINDULWA	R.D Congo	Journaliste	norbertmwindulwa@gmail.com
69.	Norbert MWINDULWA	R.D Congo	Presse	+243 998948698
70.	Olga NYAMPUNDU	Burundi	Ministère des Finances	nyampolga@gmail.com

N°	PRENOM ET NOM	PROVENANCE	ORGANISATION/STRUCTURE	E-MAIL /TELEPHONE
71.	Olive UWAMARIYA	Rwanda	CARE International	oliveu.rw@co.care.org
72.	Olivier MUKWAYA	Rwanda	IGIHE.COM	+250 788966036
73.	Pamela TULIZO	R.D Congo	Presse	Pamelatulizo04@gmail.com
74.	Patience AYEBAZUBWE	Ouganda	Akina Mama wa Afrika	patience@akuramawafnka.org
75.	Paul AKUZIBWE	R.D Congo	CECI	akuzibwe12@gmail.com
76.	Pétronie KASONGO	R.D Congo	GEDROFE	kaspetronie@gmail.com
77.	Polydore MUKUBI	R.D Congo	Ministère du Genre	polimukubi@yahoo.fr
78.	Pudentienne UZAMUKUNDA	Rwanda	YWCA	uzamukundap@yahoo.fr
79.	René Christian UMUKUNZI	Ethiopie	PLAN INT'L African Union	umukunzi.renechristian@plan-international.org
80.	Rosette KUBOTA	R.D Congo	CAFED	Rosettekubota50@gmail.com
81.	Sage SEMAFARA	Rwanda	RRP+	Ssage.rppplus@gmail.com
82.	Samuella VALYAGHE	R.D Congo	CAFED	cafednordkivu@yahoo.fr
83.	Sandrine INAKABONDO	Burundi	DDC/CIRGL	sandrine.inakabondo@gmail.com
84.	Sarah AWEL JAMES AJITH	Sud Soudan	SWIGO	sarah_ewel@yahoo.com
85.	SEA MAELE	R.D Congo	Journaliste	seamayele@gmail.com
86.	Soline RUBUKA	Burundi	CAFOB	rubuka_soline@yahoo.fr
87.	Son Excellence Mr le Gouverneur Julien PALUKU KAHONGYA	R.D Congo	Province du Nord Kivu	
88.	Son Excellence Mr le Ministre Martin NIVYABANDI	Burundi	Ministère des Droits de la Personne Humaine des Affaires Sociales et du Genre (MDPHASG)	+257 22246924
89.	Stepha ROUICHI	R.D Congo	CARE International	stepha.rouichi@care.org
90.	Stéphane LUPAO	R.D Congo	BARAZA	Slupao2016@gmail.com
91.	Tcshube MUOROMBI	R.D Congo	RFI	Ngorombitschube12@gmail.com
92.	Thérèse MUKANDOLI	Rwanda	YWCA/Rwanda	tmukandoli@yahoo.fr
93.	Thérèse NDORICIMPA	Burundi	Association Dushirehamwe	ndoritherese@gmail.com
94.	Thérèse NTIJINAMA	Burundi	COCAFEM /GL	thntijimana@yahoo.fr
95.	Thierry BAHATI	R.D Congo	CAFED	+243 991208991
96.	Trésor KAMAVU	R.D Congo	Presse/La Tempête des Tropiques	+243 973530889
97.	Véronique UMBA	R.D Congo	Ministère du Genre	umkabango@gmail.com
98.	Vianney K	R.D Congo	CRSN	comitegoom@yahoo.com
99.	Victoire BATUMIKE	R.D Congo	KEY Asbl	Vbatumike@gmail.com
100.	Vincent MANYONGA	R.D Congo	Ministère Provincial du Genre /Nord Kivu	+243 994421830
101.	Yves IYAREMYE	Rwanda	Presse /MYAHONSHYA	+250 781000112
102.	Yvette IHORIMBERE	Burundi	COCAFEM/GL	ihoryve@yahoo.fr
103.	Yvonne DEMBO OKITO	R.D Congo	COCAFEM/GL	yvonedembo@gmail.com
104.	Ziada NTEGEYIMANA	Rwanda	RBA	+250 784035417

